

PARLEMENT EUROPÉEN

DÉLÉGATION POUR LES RELATIONS AVEC LE JAPON

25^e RENCONTRE INTERPARLEMENTAIRE PE/JAPON

(Strasbourg, 21 et 22 avril 2004)

M. Jan ANDERSSON, président de la délégation du Parlement européen, et M. Taro NAKAYAMA, président de la délégation japonaise, présentent les membres de leur délégation respective et rappellent l'évolution que les relations interparlementaires entre le Parlement européen et le Japon ont connue au cours de leurs 25 années d'existence.

PREMIERE SEANCE DE TRAVAIL - 21 AVRIL 2004

Questions d'actualité ayant trait à l'Union européenne

Le président présente les problèmes actuels liés à l'élargissement de l'Union, au processus visant à établir une Constitution pour l'Europe ainsi qu'au processus de Lisbonne.

M. Tsutomu HATA souligne qu'il est essentiel, pour le reste du monde, que l'Union européenne contrebalance l'hégémonie des États-Unis, et considère que l'élargissement représente une réponse aux tentatives visant à scinder de manière artificielle "la nouvelle" et "l'ancienne" Europe. Il témoigne le même intérêt au processus visant à établir une Constitution pour l'Europe.

M. Taro NAKAYAMA soulève la question du nombre élevé de futurs pays candidats et des différences culturelles et économiques en faisant référence aux frontières culturelles de l'Europe, question reflétant celle qui se pose à l'idée de promouvoir la coopération multilatérale en Asie.

M. Georg JARZEMBOWSKI précise que la réconciliation après la deuxième guerre mondiale était à la fois un objectif et une condition sine qua non en vue d'instaurer un climat de confiance et de développer la coopération – des aspects que les Japonais doivent garder à l'esprit en posant des actes ayant une portée symbolique. Il insiste sur les valeurs communes de l'héritage chrétien présentes au cœur de la civilisation européenne, ces valeurs délimitant les frontières de l'Europe.

M. Christian Ulrik von BOETTICHER présente les progrès qui ont été accomplis, sous la présidence irlandaise, sur la voie d'une Constitution pour l'Europe, après l'échec apparent du sommet qui s'est tenu en décembre 2003. Il rejette l'association établie par

M. JARZEMBOWSKI entre croyance chrétienne et civilisation européenne – rattachant cette dernière au cadre culturel et juridique plutôt qu'à l'identité religieuse.

M^{me} Sylvia-Yvonne KAUFMANN évoque son expérience en tant que membre de la Convention et explique que le projet de traité instituant une Convention pour l'Europe a sciemment utilisé la formulation "*l'Union est ouverte à tous les États européens*" sans apporter la définition d'un État européen, mais en insistant sur le respect de "*l'acquis communautaire*" dans son ensemble et en se référant aux aspects des droits de l'homme qui y sont associés. En outre, elle fait savoir que le droit de se retirer de l'Union est mentionné explicitement et pour la première fois dans le projet

de traité. Elle précise que, outre l'épineuse question du vote à la majorité qualifiée, vingt autres points font encore l'objet de négociations.

M. Ole SØRENSEN expose la situation de chaque pays candidat et des autres pays européens à l'égard de l'adhésion à l'Union européenne, et explique les raisons pour lesquelles il est important que la Commission s'organise correctement dans sa future structure.

M. Jean-Maurice DEHOUSSE replace dans un contexte historique les succès réalisés et les défis à relever au niveau européen.

Situation politique au Japon

M. Yoshimasa HAYASHI apporte des informations sur les dernières élections à la Chambre des députés qui se sont tenues le 9 novembre 2004, et souligne la bipolarisation du paysage politique entre le LDP et le DPJ. Il expose les réformes en cours concernant la politique des pensions et le régime financier au niveau régional. Pour conclure, il précise les récentes avancées réalisées dans les cas d'enlèvement en Corée du Nord.

M. Bruno GOLLNISCH compare la situation politique actuelle au Japon à celle d'il y a 10 ans. Il se demande si la bipolarité représente toujours une division entre la gauche et la droite ou s'il s'agit simplement d'une lutte entre deux partis de même force concernant les principes d'une économie libérale. Il souhaite obtenir de plus amples informations sur la position adoptée par les deux principaux partis eu égard à la politique régionale et internationale en matière de sécurité.

M. Yoshimasa HAYASHI confirme que les débats sont extrêmement animés et sont clairement dominés par le LDP. La mise en place d'un système régional de sécurité est la seule réponse à la question nord-coréenne.

M. Keishu TANAKA établit une corrélation entre l'érosion du LDP ainsi que le nouveau paysage politique et l'évolution de la société, le vieillissement de la population, la flexibilité de la main d'œuvre et la mondialisation. De l'avis du DPJ, de vastes programmes de réforme et de simplification du régime des pensions, du système éducatif, des gouvernements locaux et régionaux ainsi que des finances sont nécessaires.

M. Glyn FORD compare la structure bipolaire au Japon à celle des pays européens en soulignant les similitudes. Il déclare avec insistance que le Japon doit tourner la page de la deuxième guerre mondiale et penser uniquement aux questions de sécurité, s'il veut jouer un rôle prépondérant sur la scène mondiale.

Sécurité régionale et mondiale

M. Glyn FORD présente la situation économique et les tendances des marchés en République populaire démocratique de Corée. Il explique l'intérêt que porte le régime nord-coréen à l'Union européenne.

Il passe ensuite en revue les questions liées à la crise nucléaire, en évoquant en particulier les négociations entre les six parties. Il insiste sur la nécessité de soutenir les changements politiques du régime plutôt que de renverser le régime en place.

M. Taro NAKAYAMA déclare que le dénouement des cas d'enlèvement constitue pour le Japon une condition sine qua non afin d'établir des relations de coopération avec la Corée du Nord, et ajoute que la question des dédommagements de la deuxième guerre mondiale ne sera abordée qu'une fois ce problème résolu.

Il explique que, outre la sécurité militaire, la sécurité énergétique est nécessaire pour garantir la stabilité de la région du Nord-Est de l'Asie.

M. Christian Ulrik von BOETTICHER développe le thème de l'invasion de l'Irak et justifie les interventions par les avantages que la région pourrait retirer à long terme en matière de stabilité. Il insiste sur l'importance fondamentale que revêtent les mécanismes sécuritaires au niveau politique, et cite à titre d'exemple l'élargissement de l'Union européenne comme faisant partie pour les nouveaux membres d'une approche plus globale comprenant également l'adhésion à l'OTAN, ce qui leur permettra ainsi de bénéficier de la protection des forces militaires américaines.

Il commente les politiques menées par les États membres de l'Union dans la lutte contre le terrorisme et déplore la faiblesse des compétences et des moyens de l'Union. Il estime que la nomination d'un coordinateur européen en matière de lutte contre le terrorisme n'est rien d'autre qu'une mesure visant à satisfaire l'opinion publique.

M. Yutaka BANNO estime que les débats menés au Japon sur la révision de la Constitution et les questions sécuritaires ne sont nullement de nature idéologique.

M. Ole SØRENSEN met en garde contre les effets pernicioeux que les mesures prises dans le cadre de la lutte contre le terrorisme pourraient avoir sur les libertés civiles. M. Christian Ulrik von BOETTICHER minimise les menaces eu égard aux risques encourus.

M. Tsutomu HATA déclare que la question de la Corée du Nord devrait être résolue grâce à la coopération de l'Union européenne et de la Chine. Concernant la Birmanie, il ajoute que le pays s'ouvre et consent à accomplir un certain nombre d'efforts en vue de libéraliser son marché. Les aides octroyées par les donateurs devraient permettre de soutenir ce pays.

M. Youichi MASUZOE annonce qu'il convient d'avoir recours au dialogue mais aussi aux méthodes de pression pour traiter avec la Corée du Nord.

Économie et relations commerciales

M. Malcolm HARBOUR commente et détaille le contenu de "l'Agenda de Lisbonne" ainsi que la situation actuelle concernant la mise en œuvre de ses objectifs, en particulier dans le domaine de la recherche et du développement – qui est nettement en retrait dans l'Union européenne en comparaison avec le Japon.

M. Tsukasa IWAMOTO se demande comment les Européens voient la situation économique que traverse actuellement le Japon et dans quelle mesure, compte tenu de l'expérience de l'Union européenne dans ce domaine, l'aide et l'assistance au développement sont compatibles avec le besoin de mobiliser des ressources pour les réformes intérieures et l'élargissement - tant dans la pratique qu'en termes d'assistance politique.

M. Masazumi GOTÔDA s'informe sur l'attitude adoptée par l'Union en matière d'agriculture lors des négociations de l'OMC. Il reconnaît qu'il pensait que l'Union européenne partageait les points de vue du Japon sur la protection de l'autarcie et sur les multiples fonctions de l'agriculture et qu'il s'est senti trahi par les concessions accordées par l'Union aux États-Unis dans les domaines des droits de douane et de la suppression des barrières tarifaires, rappelant que le Japon ne subvient qu'à hauteur de 40 % à ses propres besoins alimentaires.

M. Olle SCHMIDT reproche aux États membres de l'Union européenne de ne pas se donner les moyens d'atteindre les objectifs de Lisbonne et regrette l'absence d'une politique économique européenne appropriée, l'intérêt variable que les grands États membres attachent au respect du pacte de stabilité et le manque de volonté politique pour mettre en œuvre des réformes structurelles.

Il explique la manière dont l'élargissement peut devenir un jeu "gagnant-gagnant" et fournir la main d'œuvre et les marchés qui permettraient de développer non seulement les pays concernés, mais aussi l'ensemble des pays de l'Union.

DEUXIEME SEANCE DE TRAVAIL - 22 AVRIL 2004

Questions scientifiques et énergétiques

M. Christian Foldberg ROVSING présente brièvement les recherches sur la fusion nucléaire et le projet ITER. Il apporte des précisions sur les enjeux liés au choix d'un site pour ce projet. L'essentiel est de trouver un site attrayant. Si tel n'est pas le cas, les spécialistes hautement qualifiés ne souhaiteront pas prendre part à ce projet, ce qui risquerait de le mettre en péril.

MM. Youichi MASUZOE et Tsukasa IWAMOTO décrivent le site proposé par le gouvernement japonais et mettent en avant ses atouts. Le gouvernement japonais est disposé à investir 10 milliards d'euros (sur une période de dix ans) pour la construction et 10 autres milliards d'euros (sur une période de vingt ans) pour le fonctionnement de ce site, si ce dernier est choisi pour le programme ITER.

M. Malcolm HARBOUR présente les activités de STOA au Parlement européen et propose une coopération avec son homologue à la Diète japonaise.

Coopération culturelle entre l'Union européenne et le Japon

Le sujet est introduit par le biais d'une présentation, par M. Kevin WALSH, représentant de la Commission européenne, de l'initiative " 2005: Année des échanges entre les peuples de l'UE et du Japon".

M. Tsutomu HATA aborde le thème de la préservation de l'héritage sacré et énumère un certain nombre d'activités culturelles mises en place par l'Union européenne et le Japon.

M^{me} Mary Elizabeth BANOTTI insiste sur le fait que le cinéma et la télévision sont de loin les médias les plus puissants capables de diffuser l'image d'un pays, en particulier auprès des jeunes.

M. Kousuke HORI mentionne l'intégration d'un programme scolaire sur les valeurs d'ouverture en parallèle avec l'enseignement du patriotisme.

M. Bruno GOLLNISCH plaide en faveur de la maison japonaise traditionnelle et attire l'attention de son homologue japonais sur le besoin de préserver cet héritage essentiel.

MM. Bruno GOLLNISCH, Georg JARZEMBOWSKI, Glyn FORD et M^{me} Mary Elizabeth BANOTTI décrivent les attitudes, les perceptions et les pratiques constitutionnelles à l'égard de l'enseignement du patriotisme dans les systèmes éducatifs de leur pays respectif.

*
* *

Les deux délégations décident d'organiser la 26^e rencontre interparlementaire PE–Japon au mois de mai 2005 au Japon.

EUROPEAN PARLIAMENT
DELEGATION FOR RELATIONS WITH JAPAN

25TH EP/JAPAN INTERPARLIAMENTARY MEETING

DRAFT PROGRAMME

20–24 April 2004 in Strasbourg & Dublin

Tuesday 20 April

19:50 Arrival of Japanese Delegation from Paris on flight AF7766

Dinner offered by Consul General of Japan (*for Japanese delegation only*)
and transfer to

Hotel Chateau de l'Ile
4, quai Heydt
F-67540 Ostwald
Phone : (33) 03 88 66 85 00 – Fax : (33) 03 88 66 85 49

Wednesday 21 April

08:30 Secretariat meeting

09:00 Bureau working breakfast for the leaders of the two delegations
Venue: Hotel Chateau de l'Ile

11:00 Courtesy call on Mr Enrique Barón Crespo, Chairman of the PSE Group
Room: LOW N 1.1A

11:30 Courtesy call on Mr Hans-Gert Pöttering, Chairman of the PPE-DE Group
Room: LOW N 1.1A

13:00 Lunch hosted by Mr Alejo Vidal-Quadras Roca,
Vice-President of the European Parliament, in honour of the Japanese Delegation
Venue: Private room
Members' restaurant
LOW Building

15:00 First Working Session
Room: WIC 100

18:30 Return to hotel

- 19:40 Leave hotel for
- 20:00 Dinner offered by Mr Jan Andersson, Chairman of the Delegation for relations with Japan
*Venue: Hotel Chateau de l'Ile
4, quai Heydt
F-67540 Ostwald
Phone : (33) 03 88 66 85 00 – Fax : (33) 03 88 66 85 49*

Thursday 22 April

- 08:30 Departure of the Japanese delegation from hotel
- 09:00–09:30 Courtesy call on Mr Pat Cox, President of the European Parliament
Room: LOW 15th floor
- 09:45 Second Working Session
Room: WIC 100
- 12:00 Attend plenary session of the European Parliament (diplomatic gallery)
Welcome by the President
- 13:00 Lunch hosted by Leader of the Japanese Delegation
*Venue: Château de Pourtalès
161, rue Mélanie
F-67000 Strasbourg Robertsau
Phone: (33) 03 88 31 37 40 – Fax: (33) 03 88 45 77 82*
- 15:00 Leave for airport
- 16:30 Departure of the Japanese delegation for Paris on flight AF7771
- 17:40 Arrive at CDG airport
- 18:50 Departure for Dublin on flight AF5010
- 19:45 Arrival in Dublin and transfer to
*Berkeley Court Hotel
Lansdowne Road*

Friday 23 April

- 08:45 Depart hotel for
- 09:15 Meeting with Mr Sean Dorgan, Chief Executive of I.D.A.

Wilton Park House

- 10:15 Depart I.D.A
- 10:25 Arrive at and tour of
Leinster House
- 10:50 Courtesy call to Cathairleach, Mr Rory Kiely, Speaker of the Senate
- 11:00 Meeting with Mr Michael Woods, Chair of the Foreign Affairs Committee
Mr Gerard Collins, MEP, will be present
- 11:50 Depart Leinster House
- 12:00 Tour and lunch at
Irish Distillers
- 14:30 Depart Irish Distillers
- 15:00–16:00 Presentation by Mr Peter Coyne, Dublin Docklands Authority
Attended by representatives of Japanese companies based in Docklands
Development
- 16:00 Dublin Tour including Trinity College
- 19:00 Dinner at Japanese Embassy
Brighton Road
Foxrock

Saturday 24 April

- 10:00 Depart hotel for
- 10:30–11:00 Meeting with Taoiseach, Mr Bertie Ahern
Government Buildings
- 11:00 Depart Government Buildings
- 12:00 Visit to Newgrange Monument, Co. Meath, private tour arranged
- 12:45 Depart Newgrange Monument for lunch
Coachman's Inn
- 14:00 Depart Coachman's Inn for check-in at airport
- 15:45 Depart Dublin for London

EUROPEAN PARLIAMENT

DELEGATION FOR RELATIONS WITH JAPAN

The 25th Japan/EP Interparliamentary Meeting

20–24 April 2004

1. Members of the Japanese delegation

House of Representatives

Mr Taro NAKAYAMA, Leader of the Delegation (Liberal Democratic Party)

Mr Tsutomu HATA, Advisor (Democratic Party of Japan)

Mr Kousuke HORI (Liberal Democratic Party)

Mr Hiroyuki SONODA (Liberal Democratic Party)

Mr Keishu TANAKA (Democratic Party of Japan)

Mr Yutaka BANNO (Democratic Party of Japan)

Mr Masazumi GOTODA (Liberal Democratic Party)

House of Councillors

Mr Yoshimasa HAYASHI, Vice-leader of the Delegation (Liberal Democratic Party)

Mr Youichi MASUZOE (Liberal Democratic Party)

Mr Tsukasa IWAMOTO (Democratic Party of Japan)

2. Secretariat of the Delegation

Mr Takumi KIBIKI (Secretary, House of Representatives)

Ms Naoko MINE (Secretary, House of Representatives)

Mr Kazuhiko MATSUI (Secretary, House of Councillors)

Ms Ioko KOJIMA (Secretary to Mr. Taro NAKAYAMA)

Mr Jiro HATA (Secretary to Mr. Tsutomu HATA)

Mr Shinsuke UENO (Secretary to Mr. Masazumi GOTODA)

3. Interpreters

Ms Mariko HIGUCHI

Ms Mieko KUSANO

Ms Nana OYAMADA

Mr. Masashi OKABE

Ms Kyoko HIROTA

Ms Yumi FUJII

4. Japanese Mission to the EU (Brussels)

Mr Kazuo ASAKAI, Ambassador

5.

Japanese Consulate General in Strasbourg

Mr Hidekazu YAMAGUCHI, Consul General
Mr Kazuyuki OHDAIRA, Deputy Consul General
Mr Yukuo MURATA, Consul
Mr Tatsuya AIZAWA, Consul
Ms Kaori SHINOHARA, Administrative staff
Ms Masami TEZUKA, Administrative staff
Ms Françoise RICHER, Local staff

6.

Other Participants

Ms Mariko KATSUI (EC Delegation, Tokyo)